

Gilles Fumey
18 novembre 2006

La machine France. Le centralisme ou la démocratie ? (Jean Ollivro)

Jean Ollivro, *La machine France. Le centralisme ou la démocratie ?*, Editions du temps, 2006.



En dépit de son titre qui fleure bon les arts-et-métiers alors qu'il est écrit par un géographe, ce livre est un cri du cœur qui vient de la Bretagne. Jean Ollivro, connu pour ses travaux sur la vitesse et l'aménagement du territoire (attention, il y a un lien entre les deux sujets), est aussi un militant passionné du régionalisme. Il n'a pas usé ses culottes courtes sur les bancs d'une quelconque école tenue par le FLB [1], mais ses étudiants l'ont toujours connu attentif à tout ce qui freine l'expression d'une *brettonnité*. Ou, en négatif, à tout ce qui évoque le centralisme parisien.

Ces deux gros mots résument pour lui le « mal français » dont il donne une énième version à l'occasion de la campagne pour les élections présidentielles de 2007 (Cf. [De la géographie dans la campagne électorale présidentielle](#)). Et le diagnostic qu'il fait d'une France « en crise » est dans la droite ligne de l'automne 2005 dans les banlieues et des échauffourées du CPE au printemps 2006. Il pointe la devise républicaine dont il montre qu'elle est vidée de son sens, avec toute l'exagération qui sied au plaidoyer : au hasard, l'égalité de notre chère devise, aurait-elle jamais été autre chose qu'un objectif qui ne sera sans doute jamais réalisé, mais pour lequel l'État-providence corrige quelques défauts. Quelle exégèse en ferions-nous à propos du système de santé, si nous écrivions depuis les États-Unis ?

On reconnaît mieux le géographe dans l'analyse qu'il a dû faire du centralisme, dans ses nombreux allers-retours en TGV entre la Bretagne et le siège de la Datar à Paris pour laquelle il a travaillé. L'auteur reproche les logiques comptables qui furent à l'origine de la majorité des choix politiques, la manière que la France met à penser sa modernisation, toujours dans une approche centralisée. Regretter que l'énarchie ne se camoufle dans tous les recoins de l'État qui offrent de belles opportunités de carrière est une plainte de bon aloi mais qu'on sache, Raffarin n'était pas énarque et sa politique a-t-elle été si différente, son attachement au Poitou n'a-t-il pas désavantagé d'autres régions qui auraient pu prétendre autant que Chasseneuil à l'accueil de services de l'État décentralisé ?

Très attendues étaient donc, les pages chapitrées « La possibilité de faire autrement ». Faire comment ? Dans l'ordre, un conseil pénitentiel : accepter de penser qu'on s'est trompé (c'est possible) ; réformer l'État (c'est déjà beaucoup plus dur, mais les caisses vides aidant, les régions vont récupérer les charges et la possibilité de lever l'impôt pour faire mieux que l'État central). Sur les « territoires de projet » qui sont très ambitieux, on oublie qu'à l'amont du projet, il faut les hommes (instables, du fait des élections) sauf à avoir monté des syndicats ou des groupes de métiers ou de citoyens autour d'un produit « durable » (le vin, l'environnement, par exemple). Certes, le duo département-région n'est pas très sain, mais si les régions venaient à défaillir (qu'on songe aux scandales immobiliers sur certains hôtels de région ou telles folies immobilières locales qui sont, toutes proportions gardées, pas plus « pharaoniques » financièrement qu'en son temps Versailles ou l'Opéra Bastille et la BNF aujourd'hui), où serait l'ultime recours ?

Jean Ollivro recense les exemples de régionalisation réussie dans les pays voisins, à nous faire pâlir d'envie. Mais peut-on donner le pays de Galles en exemple dans un pays dont le royaume fut précisément « uni » par d'autres formulations politiques que celle de la France. On ne change pas de culture politique si facilement. Notre pourfendeur de centralisme évoque l'urgence de faire « autrement » avec le déficit public et pourfend avec la même vigueur les Cassandre du vieillissement, certes inéluctable mais pas toujours dans le sens d'un poids pour le pays. Il dénonce le « zoning intergénérationnel social et parfois racial ».

L'hydre de « l'idéologie centraliste » reste le pivot de la réflexion de J. Ollivro. Il y voit le berceau de nos révolutions d'hier et de nos votes protestataires d'aujourd'hui. Une des constantes de l'esprit français, tiraillé entre jacobinisme et multiples formes de girondisme. En forme de sursaut en conclusion, il plaide pour la liberté qui passe, notamment, par « l'explosion des systèmes d'information », l'égalité qui peut prendre la forme d'une autonomie décisionnelle aidant à la responsabilisation des acteurs, la fraternité fondée sur une solidarité de péréquation. Dans cette forme d'ultimatum (ça passe ou ça cassera), là est l'engagement d'un géographe pour qui les formes territoriales de l'inégalité sont les signes avant-coureurs d'une rupture qui n'en sera que plus violente. Nous voilà donc prévenus qu'une prospective territoriale plus ambitieuse pour la France est urgente.

Compte rendu : Gilles Fumey

[1] Front de libération de la Bretagne ou Armée révolutionnaire bretonne : <http://www.arbedkeltiek.com/galleg/...>

Copyright © Association des cafés géographiques (fondée en 1998).